

Ressources naturelles et Institutions : les leviers politiques et institutionnels dans la CEDEAO

Natural resources and institutions: political and institutional levers in ECOWAS

Fallou GUEYE, (Doctorant)

*UFR Economie Management et Ingénierie Juridique
Département d'économie
Université Alioune DIOP, Sénégal*

Samba DIOP, (Docteur)

*UFR Economie Management et Ingénierie Juridique
Département d'économie
Université Alioune DIOP, Sénégal*

Adresse de correspondance :	Département d'économie Université Alioune DIOP de Bambey +221 33 973 30 86 / +221 33 973 30 93/ BP : 30-Bambey (Sénégal) ufrecomij@uadb.edu.sn
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	GUEYE, F., & DIOP, S. (2025). Ressources naturelles et Institutions : les leviers politiques et institutionnels dans la CEDEAO. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(4), 168-191. https://doi.org/10.5281/zenodo.15126478
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: February 17, 2025

Accepted: March 30, 2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 04 (2025)

Ressources naturelles et Institutions : les leviers politiques et institutionnels dans la CEDEAO

Résumé :

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) regroupe 15 États membres dotés de richesses en ressources naturelles, mais confrontés à des défis économiques, sociaux et politiques. La gestion efficace de ces ressources constitue un levier essentiel pour le développement durable de la région. Toutefois, leur exploitation reste souvent entravée par des problèmes institutionnels, de gouvernance... Les ressources naturelles de la CEDEAO, notamment les hydrocarbures, les minéraux, les terres arables et les forêts, représentent un potentiel significatif pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté. Cependant, leur gestion inefficace conduit souvent à des « malédictions des ressources », caractérisées par des conflits, la corruption. Les institutions jouent un rôle clé pour relever ces défis. Elles sont responsables de la mise en place de politiques adaptées, de la régulation des industries extractives et de la promotion de la transparence et de la redevabilité. Cette recherche vise à analyser les leviers politiques et institutionnels des ressources naturelles dans les pays de la CEDEAO. En utilisant les données WDI et WGI couvrant la période de 2000 à 2021, nous avons appliqué la régression linéaire multiple. Les résultats montrent que les ressources naturelles influencent la corruption et la stabilité dans les pays de la CEDEAO. Les résultats montrent également que les effets sont modérés selon la qualité des institutions. L'amélioration des cadres juridiques, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne sont encouragées pour renforcer la gestion des ressources naturelles.

Mots clés : Institutions, leviers politiques, Ressources naturelles, CEDEAO

Classification JEL : Q0, 00, 01

Type de l'article : Papier recherche

Abstract:

The Economic Community of West African States (ECOWAS) brings together 15 member states endowed with natural resource wealth but facing economic, social and political challenges. The effective management of these resources is a key lever for the sustainable development of the region. However, their exploitation is often hampered by institutional and governance problems... ECOWAS natural resources, including hydrocarbons, minerals, arable land and forests, represent significant potential to stimulate economic growth and reduce poverty. However, their ineffective management often leads to "resource curses", characterized by conflicts and corruption. Institutions play a key role in addressing these challenges. They are responsible for putting in place appropriate policies, regulating extractive industries and promoting transparency and accountability. This research aims to analyze the political and institutional levers of natural resources in ECOWAS countries. Using WDI and WGI data covering the period from 2000 to 2021, we applied multiple linear regression. The results show that natural resources influence corruption and stability in ECOWAS countries. The results also show that the effects are moderated depending on the quality of institutions. Improving legal frameworks, combating corruption and citizen participation are encouraged to strengthen natural resource management.

Keywords: Institutions, political levers, Natural resources, ECOWAS

JEL Classification: Q0, 00, 01

Paper type: Research paper

1. Introduction

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), créée en 1975, regroupe 15 États membres dans une région riche en ressources naturelles variées, telles que le pétrole, le gaz naturel, les minerais (or, bauxite, fer), les ressources agricoles, ainsi que des ressources halieutiques. Cependant, malgré cette abondance, la région fait face à des défis importants en matière de gouvernance, de développement économique et social, de gestion durable des ressources naturelles et de prévention des conflits liés à ces richesses. Les ressources naturelles de la CEDEAO représentent un potentiel significatif pour le financement du développement durable. Toutefois, elles sont souvent associées au paradoxe de l'abondance, où des pays riches en ressources peinent à atteindre une croissance inclusive et durable. Le paradoxe des ressources naturelles, souvent appelé "le paradoxe de l'abondance ou "malédiction des ressources", fait référence au phénomène où les pays riches en ressources naturelles tendent paradoxalement à avoir des performances économiques, institutionnelles et politiques plus faibles que les pays moins dotés en ressources. Cela s'explique notamment par des cadres de gouvernance faibles, une corruption persistante, et une absence de mécanismes efficaces pour redistribuer les revenus issus de ces ressources. Dans le contexte de la CEDEAO, ce paradoxe se manifeste de plusieurs manières en particulier sous l'angle institutionnel et politique. Dans de nombreux pays de la CEDEAO, les institutions de la gouvernance ne parviennent pas à assurer une gestion transparente des revenus issus des ressources naturelles. L'abondance des ressources attire souvent des intérêts politiques et privés, alimentant la corruption et détournant les fonds publics. Les cadres législatifs et réglementaires pour la gestion des ressources de cette zone sont souvent inadéquats ou mal appliqués. Les ressources naturelles deviennent des sources de tensions, alimentant des conflits armés (les affrontements autour de l'exploitation minière illégale). Les pays membres de la CEDEAO ont mis en place diverses institutions nationales et régionales pour encadrer l'exploitation des ressources naturelles. Ces mécanismes incluent des agences de régulation, des lois sur les industries extractives et des initiatives comme l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Au niveau régional, la CEDEAO cherche à harmoniser les politiques pour renforcer la transparence, la responsabilité et la durabilité. La région est marquée par des conflits récurrents liés aux ressources naturelles, exacerbés par des inégalités économiques, des tensions ethniques et des rivalités transfrontalières. La gestion des ressources devient ainsi une question de sécurité régionale, avec un rôle clé pour les institutions politiques et de défense collective de la CEDEAO. La CEDEAO a adopté des stratégies pour favoriser une exploitation équitable et durable des ressources, tout en promouvant l'intégration économique. Ces politiques visent à attirer des investissements tout en renforçant la valeur ajoutée locale, à travers l'industrialisation et la diversification économique. L'exploitation des ressources dans la région est également confrontée aux défis du changement climatique et de la dégradation environnementale. Ces enjeux appellent une approche intégrée de la part des institutions nationales et régionales, qui doivent concilier développement économique et préservation de l'environnement. Le contexte politique et institutionnel de la CEDEAO autour des ressources naturelles repose sur la nécessité de renforcer les cadres de gouvernance, de promouvoir la coopération régionale, et d'assurer que l'exploitation des ressources contribue véritablement au développement durable et à la stabilité politique de la région.

Les ressources naturelles peuvent être définies comme des sources de matières et d'énergie accessibles économiquement dans l'environnement naturel sous forme primaire avant leur transformation par l'activité humaine.

Les leviers politiques peuvent être définis comme les moyens et approches utilisés par les décideurs politiques.

La gestion des ressources naturelles au sein de la CEDEAO illustre les dynamiques complexes entre la richesse des ressources, la gouvernance et le développement. Dans cette région, les ressources naturelles représentent un potentiel économique majeur, mais elles sont souvent au cœur de défis politiques, économiques et sociaux. La nécessité d'une gestion efficace repose sur des institutions solides, des politiques transparentes et une coopération régionale renforcée. La problématique des ressources naturelles dans la CEDEAO met en lumière le rôle crucial des cadres politiques et institutionnels pour transformer cette richesse en un levier de développement durable, tout en préservant la stabilité régionale et en répondant aux enjeux environnementaux. Cette dynamique reflète un enjeu global dans lequel les ressources naturelles, bien qu'abondantes, nécessitent des mécanismes de gouvernance intégrés pour éviter les pièges de l'instabilité et de la mauvaise répartition des bénéfices. La question des ressources naturelles et de la gouvernance dans la région ouest-africaine a été largement étudiée par les chercheurs, mettant en avant plusieurs perspectives. De nombreux travaux, comme ceux de **Sachs et Warner (1995)**, montrent que les pays riches en ressources naturelles connaissent souvent une croissance économique plus lente, des inégalités accrues et des conflits. Dans le contexte de la CEDEAO, ces études ont souligné comment une gouvernance faible et une corruption endémique entravent la transformation des richesses naturelles en bénéfices économiques durables. Les recherches de **Collier et Hoeffler (2004)** mettent en évidence la corrélation entre l'abondance des ressources naturelles et les conflits armés, souvent exacerbés par des rivalités ethniques ou des tensions transfrontalières. La région de la CEDEAO est un exemple typique, avec des conflits liés à l'exploitation minière (Sierra Leone, Liberia) ou pétrolière (Nigéria). Les études de **North (1990)** et **Acemoglu et Robinson (2012)** soulignent que des institutions solides et inclusives sont essentielles pour une gestion efficace des ressources naturelles. Les recherches régionales sur la CEDEAO, comme celles de **Nwokolo et Agbu (2020)**, mettent en lumière l'importance des cadres politiques régionaux pour harmoniser les politiques nationales et réduire les disparités. Plusieurs études (ex. UNECA, 2015) insistent sur l'importance de l'intégration régionale pour maximiser les bénéfices des ressources naturelles. Dans le cadre de la CEDEAO, cela inclut des initiatives pour la transparence, la coopération transfrontalière et l'industrialisation régionale. L'étude actuelle s'inscrit dans cette continuité, en cherchant à explorer comment les leviers politiques et institutionnels peuvent transformer les ressources naturelles de la CEDEAO en moteurs de développement durable. Elle s'appuie sur les travaux existants pour identifier les défaillances institutionnelles et proposer des solutions adaptées au contexte régional. Contrairement aux études précédentes qui se focalisaient souvent sur des analyses nationales ou théoriques, cette recherche met l'accent sur l'approche régionale et l'interconnexion entre les politiques nationales et les initiatives de la CEDEAO. Ainsi, elle contribue à combler un écart dans la littérature en proposant une perspective intégrée et contextualisée, essentielle pour relever les défis spécifiques de cette région.

L'objectif principal de cette recherche est d'explorer comment les leviers politiques et institutionnels de la CEDEAO peuvent être mobilisés pour assurer une gestion efficace et durable des ressources naturelles, tout en renforçant le développement économique, la stabilité sociale et la coopération régionale. Cette étude vise à analyser les faiblesses actuelles des cadres institutionnels et à proposer des solutions pour améliorer la gouvernance régionale des ressources naturelles en mettant l'accent sur la relation entre les ressources naturelles (**ress_nat**) et des variables institutionnelles comme la corruption, la stabilité politique, les investissements directs étrangers (IDE). Les leviers politiques et institutionnels spécifiques à examiner, dans le cadre de notre étude, porteront sur les mécanismes et stratégies permettant de garantir une gestion efficace et durable des ressources naturelles. Il s'agit de mettre l'accent sur des stratégies comme des cadres législatifs et réglementaires solides, de la lutte contre la corruption, de la participation et l'inclusion citoyenne, le renforcement des capacités institutionnelles.

Malgré la richesse en ressources naturelles de la région de la CEDEAO, cette abondance ne s'est pas toujours traduite par une amélioration significative des conditions de vie des populations. La faiblesse des cadres institutionnels, la corruption, les tensions liées à l'exploitation des ressources et l'absence d'une approche régionale harmonisée sont autant de défis qui compromettent la transformation de ces ressources en leviers de développement durable. Ainsi, cela nous pousse à formuler la problématique suivante : Comment les leviers politiques et institutionnels de la CEDEAO peuvent-ils contribuer à une gestion efficace et équitable des ressources naturelles pour favoriser le développement durable et la stabilité régionale ? En outre, la question centrale de cette recherche s'articule autour de : De quelle manière les institutions et les politiques régionales de la CEDEAO peuvent-elles être renforcées pour optimiser l'exploitation des ressources naturelles, tout en répondant aux défis économiques, sociaux et environnementaux de la région ? Dans le cadre de notre étude, nous allons étudier les défis institutionnels et les politiques pour une meilleure gestion des ressources dans le cadre de la CEDEAO ainsi que les stratégies et perspectives pour une gouvernance durable.

2. Revue de la littérature et formulation d'hypothèses :

2.1 Revue théorique :

La vulnérabilité économique des pays riches en ressources naturelles est souvent désignée dans la littérature comme la « malédiction des ressources naturelles ». Les études de **Sachs et Warner (1995, 1997)** ont approfondi le débat sur le lien entre les ressources naturelles et le développement économique. Ils attribuent la malédiction des ressources naturelles à la théorie du Syndrome Hollandais, ou « booming sector ». Cette théorie soutient que l'exploitation d'une ressource majeure dans un pays peut entraîner une déstabilisation de son système productif (**Gregory, 1976 ; Corden, 1984 ; Corden et Neary, 1982**).

Cependant, une autre explication a été avancée pour justifier les faibles performances économiques des pays riches en ressources naturelles : la mauvaise qualité des institutions (**Torvik, 2002 ; Aoun, 2008 ; Phillippot, 2009 ; Mehlum et al. 2006**).

D'après **Acemoglu et al. (2001)**, il est clair que les institutions jouent un rôle crucial dans le processus de développement des pays. Ils illustrent leur propos avec les exemples de la Corée du Nord, de la Corée du Sud, de l'Allemagne de l'Est et de l'Allemagne de l'Ouest à l'époque de leur division. La Corée du Sud et l'Allemagne de l'Ouest, qui fonctionnaient avec une économie de marché et la propriété privée, prospéraient, tandis que la Corée du Nord et l'Allemagne de l'Est, sous un régime de propriété centralisée, connaissaient une stagnation économique.

Les pays dotés de bonnes institutions parviennent à mieux utiliser les revenus issus de la commercialisation des ressources naturelles. En outre, la mise en place de telles institutions vise à contrôler et coordonner l'exploitation des ressources naturelles, tout en favorisant une utilisation des revenus qui contribue à augmenter le niveau de développement (**Torvik, 2009**). La dégradation des institutions joue un rôle clé dans l'effet négatif des ressources naturelles sur la diversité des exportations. Comparée à d'autres organisations régionales, la CEDEAO se distingue par son approche pragmatique et ses mécanismes d'interventions adaptés aux réalités Ouest-africaines. Contrairement à l'Union Africaine (UA), qui adopte une vision continentale, la CEDEAO privilégie les actions plus ciblées et décentralisées, facilitant ainsi une réponse rapide aux crises régionales. Par rapport à la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), qui met l'accent sur la coopération technique et économique, la CEDEAO intègre également des dispositifs de paix et de sécurité, renforçant sa capacité à gérer les conflits. Bien que l'Union Européenne (UE) dispose d'institutions plus consolidées et d'une intégration avancée, la CEDEAO se distingue par sa flexibilité et son aptitude à s'adapter à un environnement politique souvent instable, ce qui lui permet de jouer un rôle crucial dans la

stabilité de l'Afrique de l'Ouest. La CADEAO démontre une capacité notable à répondre aux défis complexes de la gestion des ressources naturelles grâce à des leviers politiques et institutionnels adaptés. Plusieurs explications ont été proposées dans la littérature économique. Certaines études, comme celle de **Tornell et Lane (1999)**, suggèrent que l'effet de voracité (voracity effect) est à l'origine de ce phénomène. En effet, dans les pays riches en ressources naturelles, la présence de groupes d'intérêts peut freiner la croissance économique. Cela s'explique par le fait qu'une augmentation des revenus provenant des ressources naturelles peut entraîner des pressions pour augmenter la part de chaque groupe, ce qui conduit à une mauvaise allocation des ressources, réduisant ainsi la productivité et la croissance économique. La corruption est également une explication plausible de la faiblesse de la qualité institutionnelle. On observe que les pays riches en ressources naturelles sont souvent parmi les plus corrompus. L'impact des ressources sur la corruption est probablement non linéaire (**Leite et Weidmann, 1999**) et dépend du type de ressources : les ressources non renouvelables comme le pétrole et les minerais sont plus propices à la corruption que les ressources renouvelables comme les produits agricoles (**Sala-i-Martin et Subramanian, 2003**). Selon **Shirley (2003)**, une bonne qualité institutionnelle favorise le développement économique en encourageant les échanges et en incitant l'État à respecter la propriété privée. À l'inverse, des institutions faibles encouragent les activités prédatrices et transforment les ressources naturelles en une malédiction. La littérature existante sur les ressources naturelles et les institutions dans le contexte de la CEDEAO offre plusieurs points d'intérêts, mais révèle également des zones d'ombre et des incohérences qui méritent une attention plus approfondie. Les études varient largement dans leurs approches, certaines se concentrent sur des modèles économiques traditionnels notamment la théorie de la "malédiction des ressources" développée par **Sachs et Warner (1995)**, qui postule que l'abondance des ressources naturelles freine la croissance économique en raison de la mauvaise gestion et de la volatilité des prix des matières premières. D'autres, comme **Douglass North (1990)**, adoptent une approche institutionnaliste, insistant sur l'importance des structures de gouvernance et des règles formelles et informelles qui régissent l'exploitation des ressources. Par ailleurs, des études influencées par **Elinor Ostrom (1990)** mettent en avant des modèles de gouvernance collective et des arrangements institutionnels locaux pour une gestion durable des ressources naturelles. Cette diversité théorique, bien qu'enrichissante, génère des interprétations parfois contradictoires, notamment en ce qui concerne le rôle de l'Etat et des acteurs privés dans la gestion des ressources.

2.2 Revue empirique :

La malédiction des ressources naturelles a suscité un grand nombre d'études variées et captivantes. Alors que certains chercheurs révèlent que ce phénomène découle d'une faible diversification économique dans les nations riches en ressources, d'autres soulignent l'impact des politiques déficientes, en particulier en ce qui concerne la qualité des institutions. Sur le plan empirique, des recherches ont mis en lumière des relations tant négatives que positives entre les ressources naturelles et la qualité des institutions, avec des disparités selon les pays. L'importance des institutions dans le développement économique a été mise en avant dès le **XVIII^{ème} siècle** par **Adam Smith**, qui insistait sur le rôle crucial de la qualité institutionnelle pour expliquer les performances économiques d'un pays. Depuis les années **1980-1990**, l'économie institutionnelle est devenue un sujet central de débat grâce aux travaux de chercheurs tels qu'**Olsson (1982)**, **Scully (1988)**, **North (1990)**, **Barro (1996)** et **Landes (1998)**. Ces auteurs ont démontré que la disponibilité et l'efficacité des ressources utilisées dans les processus de production sont fortement influencées par les décisions politiques et l'environnement institutionnel global. Cette perspective va au-delà du modèle de croissance de **Solow (1956)**, qui soutient que la croissance économique dépend principalement de

l'augmentation ou de l'amélioration des facteurs de production comme le travail et le capital, ou des progrès techniques.

Dans ce cadre, il est essentiel de comprendre les facteurs qui déterminent la qualité institutionnelle, étant donné que les institutions sont un levier clé pour le développement économique. Plusieurs études ont exploré ces déterminants (**La Porta et al., 1998; Chong et Zonforlin, 2000; Islam et Montenegro, 2002; Rigobon et Rodrik, 2004; Siba, 2008**), soulignant l'importance de divers éléments tels que le niveau de revenu, la latitude géographique, la fragmentation ethnique, l'appartenance religieuse, l'ouverture économique, les inégalités, le niveau d'éducation, et l'origine du système juridique. Cependant, les résultats de ces études varient considérablement en fonction des indicateurs institutionnels choisis et des échantillons étudiés, ce qui montre la complexité de la relation entre les institutions et le développement économique.

Albert TCHETA - BAMPA, Oasis KIDILA – TEDIKA (2018) ont utilisé des données de panel de **30 pays d'Afrique**, couvrant la période **1985-2010** avec la méthode des GMM. De cette étude, l'auteur a travaillé sur deux périodes différentes ; entre **1985-1995** et entre **1996-2010**. Les résultats ont montré d'abord l'existence de la malédiction durant la période de la guerre froide avec de mauvaise qualité institutionnelle. Ensuite ces résultats sont devenus négatifs et significatifs avec l'introduction de la "dépendance institutionnelle" comme variable instrumentale. C'est dans ce sens que **Michel CLOUTIER (2007)** a montré dans une étude faite sur **95 pays**, avec la méthode de régressions de Moindres Carrés Ordinaire (MCO) l'existence directe de la malédiction des ressources et indirectement à travers la qualité des institutions. L'auteur a poursuivi son analyse avec le même échantillonnage en utilisant la méthode de Régressions avec Variables Instrumentales. Les résultats ont montré que le coefficient des institutions correspond à une corrélation positive avec les indicateurs de développement.

Pour **Salomon Leroy DEFFO GHAMSI, Ledoux MOUSSA NJOUPOUOGNIGNI, Donal AJOUMESSI HOUMPE (2021)** qui ont fait des études sur **42 pays d'Afrique** couvrant la période **2002-2018**. De ces études, les résultats ont montré, avec la technique des GMM en panel dynamique, qu'un effet positif et significatif sur la croissance du PIB. Alors qu'un effet indirect est observé et une perte de significativité lorsque les variables qui reflètent la qualité des institutions sont introduites. Ils ont conclu que les pouvoirs publics et politiques doivent davantage veiller sur la gouvernance en luttant contre la corruption. Mais, ils doivent également garantir une stabilité durable. C'est dans ce même ordre d'idées que **Louis Marie PHILIPPOT (2009)** a fait une étude, en utilisant les données des pays qui figurent dans les World Development Indicators, couvrant la période **1990-2004**. De cette étude, l'auteur, avec la méthode en moindres carrés ordinaires, trouve que les ressources naturelles agissent de façon négative sur la qualité institutionnelle, quel que soit l'indicateur institutionnel utilisé. Par ailleurs les ressources diffuses n'ont pas d'effet significatif (ou généralement positif). L'effet n'est pas significatif dans les pays pauvres plus particulièrement ceux situés de l'Equateur.

Quant à **Mathieu COUTTENIER (2012)**, il a fait une étude en utilisant des données de Kaufman de la Banque Mondiale. De cette étude, ces résultats ont montré, avec la méthode des effets fixes, un effet négatif de la rente. De plus les effets sont différents selon le système (présidentiel et parlementaire). En effet pour les systèmes présidentiels, il devient négatif. Alors que pour les systèmes parlementaires, l'effet est positif. **Jeffrey SACHS et Andrew WARNER (1998)**, ont fait également des études en utilisant un échantillon de **42 pays d'Amérique Latine** sur la période **1960-1994**. De cet article, les autres ont démontré, avec la méthode de panel (analyse en coupe transversale), que les exportations des marchandises aux valeurs courantes (**0,14**) et les rentes des ressources naturelles aux valeurs courantes (**0,08**) sont positivement significatives avec le PIB réel. D'après eux, la valeur décalée des rentes des ressources naturelles (**-0,06**) est négativement significative avec le PIB réel. C'est ainsi que

Halvor MEHLUM, Karl MOEN, Ragnar TORVIK (2006) ont fait une étude sur **42 pays**, couvrant la période **1965-1990**. De cette étude, ils ont conclu que la malédiction des ressources n'apparaît que pour les pays dotés d'institutions inférieures ; alors que pour les pays dotés de meilleures institutions, la malédiction n'est pas constatée. Cette divergence s'explique principalement par la qualité des institutions présentes dans ces pays. Ces résultats contrastent avec les conclusions de **Sachs et Warner (1995 ; 2001)**, qui affirment que les institutions n'ont aucun rôle significatif dans la relation entre les ressources naturelles et la croissance économique.

De plus, **Daron ACEMOGLU, Simon JOHNSON et James A. ROBINSON (2001)** ont fait une étude sur **64 pays**. De ces travaux, couvrant la période **1985-1995**, en panel, les résultats ont montré que les pays d'Afrique ou ceux plus proches de l'Equateur ont des revenus inférieurs toutefois que l'effet des institutions est contrôlé. **Arpita Asha KHANNA (2020)**, quant à lui, a effectué une étude sur **41 pays** allant de **1984-1995**. De cette étude, avec une méthode dynamique à effets fixes par panel, l'auteur montre que la propriété pétrolière affecte le bien-être. Il montre également que la qualité des institutions influence le lien entre propriété et le bien-être. Il démontre aussi que la propriété privée du pétrole engendre un bien-être supérieur à la propriété de l'Etat, dans les pays aux institutions faibles. Tandis que la propriété de l'Etat du pétrole entraîne un bien-être supérieur à la propriété privée, dans les pays d'institutions fortes. Dans une étude faite en Afrique, avec des données de COMTRADE sur des produits d'exportations de **2000-2015**, **Dieynaba NIASS (2020)** démontre que les ressources pétrolières ont un effet négatif sur la diversification via le canal de la dégradation des institutions. L'auteur démontre également que les ressources gazières affectent négativement le panier lorsqu'elles sont analysées du point de vue des exportations totales. **Oumarou ZALLE (2018)** a fait une étude sur un échantillon de **29 pays** sur la période de **2000 à 2015**. Il en ressort que la combinaison d'un capital humain élevé et de faibles niveaux de corruption est cruciale pour que les pays africains puissent exploiter leurs ressources naturelles de manière bénéfique. En d'autres termes, l'investissement dans l'éducation et la santé (capital humain), ainsi que la lutte contre la corruption, sont essentiels pour transformer la "malédiction des ressources" en une bénédiction économique.

L'étude des "Ressources naturelles et Institutions" dans la CEDEAO s'inscrit dans un contexte où la gestion des ressources naturelles est étroitement liée au développement économique, à la stabilité politique et à la réduction des inégalités sociales. En effet, l'histoire a montré que la richesse en ressources naturelles peut être une bénédiction (vecteur de croissance) ou une malédiction. Les institutions jouent un rôle central dans cette dynamique. Elles s'occupent des cadres juridiques, économiques et politiques pour l'exploitation des ressources. Dans la CEDEAO, où de nombreux États font face à des défis institutionnels, tels que la corruption, le manque de transparence, les conflits, il demeure nécessaire pour ses Etats de veiller à la bonne gestion de ces ressources.

Ces ressources constituent un levier majeur de croissance, mais elles sont souvent associées à des défis structurels comme la malédiction des ressources, caractérisée par une faible diversification économique, une mauvaise gestion des revenus, et des tensions sociales ou politiques. **Paul Collier et Jeffrey Sachs** expliquent que l'abondance de ressources peut freiner le développement par une mauvaise gouvernance, une dépendance aux exportations, et des conflits (théorie de la malédiction des ressources). Dans le contexte de la CEDEAO, cette théorie est pertinente pour expliquer les tensions au Nigeria et au Mali. **Acemoglu et Robinson** pensent que le rôle des institutions est central dans la gestion des ressources. Puisque des institutions inclusives favorisent une gestion équitable et efficace des ressources, alors que des institutions extractives perpétuent les inégalités (l'approche institutionnaliste). Une gestion transparente et équitable des ressources naturelles, accompagnée de politiques de diversification économique, est essentielle. La CEDEAO, via des cadres comme la Vision

minière africaine, cherche à promouvoir des pratiques durables, bien que leur mise en œuvre reste inégale (théorie du développement durable et de la gouvernance).

L'hypothèse selon laquelle une plus grande dépendance aux ressources naturelles est liée à une corruption accumulée a été largement examinée dans la littérature économique et politique, notamment dans le cadre de ce que l'on appelle le "paradoxe de l'abondance". Ces études montrent un lien clair entre la dépendance aux ressources naturelles et l'augmentation des niveaux de corruption, particulièrement dans les contextes où les institutions de gouvernance sont faibles.

Les pays riches en ressources naturelles connaissent plus ou moins de stabilité. Les résultats varient en fonction du type de ressource, de la qualité des institutions et du contexte politique et économique des pays concernés. Cette relation est souvent examinée sous l'angle de la « malédiction des ressources » et des dynamiques de conflit, de gouvernance et de développement. **Collier et Hoeffler (1998, 2004)** montrent que l'abondance en ressources naturelles, particulièrement les ressources facilement exploitables comme le pétrole et les diamants, augmentent le risque de conflits civils. Les rentes liées aux ressources créent des incitations économiques pour les groupes armés et aggravent les divisions politiques et sociales. **Ross (2004)** explore le lien entre les ressources naturelles et les conflits civils, soulignant que la dépendance aux ressources peut déclencher des conflits en raison des luttes pour le contrôle des rentes ou des inégalités régionales exacerbées par l'exploitation des ressources. **Smith (2004)** soutient que les rentes des ressources naturelles permettent aux gouvernements autoritaires de se maintenir au pouvoir plus longtemps en distribuant des revenus aux élites ou en finançant des politiques clientélistes. Cela peut offrir une stabilité à court terme, mais au prix d'un développement institutionnel limité, rendant ces régimes vulnérables aux crises à plus long terme. **Bueno De Mesquita et Smith (2010)** montrent que dans les régimes autoritaires riches en ressources, les dirigeants utilisent les revenus des ressources pour coopter les élites et réprimer les opposants, créant une apparente stabilité, mais souvent au détriment de réformes démocratiques. **Fearon** souligne que les ressources naturelles peuvent renforcer les revendications sécessionnistes, particulièrement lorsque les richesses sont concentrées dans une région spécifique, comme au Soudan ou en Indonésie (Aceh). Cela augmente le risque d'instabilité territoriale et de guerre civile. **Le Billon (2001)** explore comment la géographie des ressources (ressources dispersées ou concentrées) influence les formes de conflit et les dynamiques d'instabilité. Les ressources concentrées (pétrole, minéraux) ont tendance à générer des conflits plus longs et plus intenses. Pour **Mehlum, Moene et Torvik (2006)**, les pays avec des institutions solides et une bonne gouvernance (comme la Norvège) utilisent leurs richesses en ressources naturelles pour promouvoir la stabilité et le développement à long terme. La transparence et une gestion prudente des revenus (fonds souverains) sont des éléments clés. **Auty (2001)** montre que la stabilité est plus probable lorsque les revenus des ressources sont utilisés pour diversifier l'économie et investir dans le capital humain, entraînant ainsi la dépendance aux rentes. Selon **Bates (2008)**, dans de nombreux pays africains, les ressources naturelles financent des régimes autocratiques qui utilisent les revenus pour renforcer leur pouvoir, mais cela conduit souvent à des tensions sociales et des soulèvements une fois les revenus épuisés.

La seconde hypothèse de notre étude est largement discutée dans la littérature académique et économique. Cette hypothèse repose principalement sur le concept de la malédiction des ressources et ses impacts sur les aspects économiques, sociaux et politiques. Les pays riches en ressources naturelles, comme le pétrole, le gaz ou les minéraux, tendant parfois à être moins stables économiquement à cause de l'exposition aux fluctuations des prix des matières premières. **Sachs et Warner (1995)** ont constaté que les économies riches en ressources naturelles connaissent souvent une croissance économique plus lente à long terme que celles qui en sont dépourvues, en raison de la dépendance aux exportations de ressources, de la

valorisation des revenus et du faible développement des autres secteurs économiques. **Van Der Ploeg (2011)** explique que les booms des ressources provoquent souvent des cycles économiques instables, avec des périodes de croissance rapide suivies de crises économiques, ce qui peut perturber la stabilité à long terme. La richesse en ressources naturelles peut exacerber les conflits, notamment dans des pays où les institutions sont faibles ou corrompues. **Collier et Hoeffler (2004)** ont démontré une corrélation entre les ressources naturelles et les guerres civiles, en particulier dans les pays où ces ressources sont facilement exploitables (comme les diamants ou le pétrole) et où les groupes rebelles peuvent en tirer profit pour financer leurs activités. **Ross (2012)** montre que les ressources naturelles stratégiques, comme le pétrole, augmentent la probabilité de conflits et d'autoritarisme dans des contextes de mauvaise gouvernance. **Karl (1997)** décrit comment les économies pétrolières souffrent souvent de gouvernance autoritaire et de conflits liés à la redistribution des revenus pétroliers. Les revenus issus des ressources naturelles peuvent fragiliser les institutions démocratiques et favoriser la corruption, créant ainsi une instabilité politique. **Ross (2001)** explore comment la dépendance au pétrole et aux minéraux peut affaiblir les institutions démocratiques et consolider les régimes autoritaires. Tous les pays riches en ressources naturelles ne connaissent pas d'instabilité. Certains, comme la Norvège ou le Canada, ont utilisé leurs ressources pour favoriser une croissance durable grâce à des institutions solides. **Boschini, Pettersson et Roine (2007)** ont montré que la richesse en ressources ne provoque pas automatiquement l'instabilité ; l'effet dépend de la qualité des institutions.

L'Afrique de l'Ouest, une région riche en ressources naturelles, fait face à des défis et des opportunités uniques en matière de développement économique et de gouvernance. Les ressources naturelles, telles que les minéraux, le pétrole, le gaz et les terres arables, constituent des atouts économiques majeurs pour les pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cependant, l'exploitation de ces ressources est souvent entravée par des problèmes institutionnels, politiques et de gouvernance qui peuvent limiter leur contribution au développement durable.

L'un des principaux défis auxquels la CEDEAO est confrontée est d'établir un cadre institutionnel solide qui permette une gestion équitable et efficace des ressources naturelles. Les leviers politiques et institutionnels jouent un rôle essentiel dans la transformation des ressources naturelles en développement économique et social. En effet, la qualité des institutions, la stabilité politique, la transparence et la responsabilité des gouvernements sont des facteurs déterminants qui influencent la manière dont les ressources naturelles sont exploitées et réparties.

Dans ce contexte, il est crucial de comprendre comment les institutions et les politiques publiques peuvent être optimisées pour maximiser les bénéfices tirés des ressources naturelles tout en minimisant les risques associés, tels que la corruption, les conflits et la dégradation environnementale. À travers une analyse des politiques institutionnelles et des cadres de gouvernance mise en place, ainsi que des stratégies de coopération régionale, cette étude vise à identifier les meilleures pratiques et à proposer des recommandations pour une gestion améliorée des ressources naturelles dans la région.

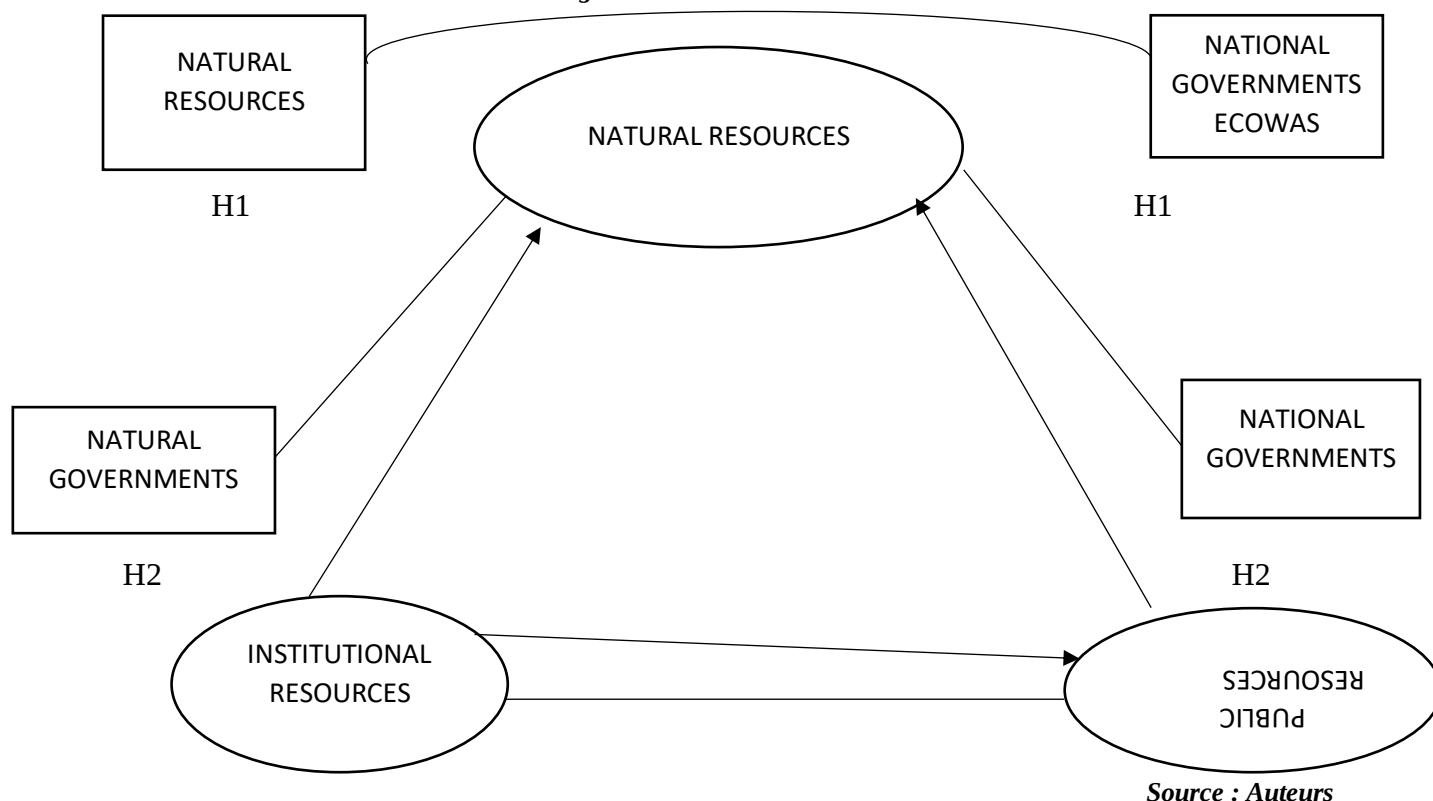
Cette étude nous permettra de déceler les limites de certaines approches, mais également de proposer une meilleure gestion de nos ressources naturelles.

Pour atteindre nos objectifs, nous formulons les hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : une plus grande dépendance aux ressources naturelles est liée à une corruption accrue

Hypothèse 2 : les pays riches en ressources naturelles ont plus ou moins de stabilité.

Figure 1 : Modèle de recherche



3. Faits stylisés :

Les ressources naturelles et les institutions jouent un rôle clé dans le développement économique de la CEDEAO. Cependant, ces ressources sont souvent sous-exploitées ou mal gérées en raison de problèmes de gouvernance, de manque d'infrastructures et de corruption. L'économie de plusieurs pays de la CEDEAO repose fortement sur l'exportation de matières premières. Cette dépendance expose la région aux chocs externes, notamment les fluctuations des prix des matières premières. Les politiques visant à diversifier les économies sont souvent freinées par un manque de capacités industrielles et des infrastructures inadéquates.

La faiblesse des institutions est un facteur critique qui limite l'efficacité des politiques économiques dans la région. La corruption, la mauvaise gouvernance, et la faible transparence des administrations publiques sont des freins importants au développement. Les efforts d'intégration régionale sont souvent affectés par des problèmes institutionnels nationaux, avec une mise en œuvre inégale des politiques communautaires. Par conséquent, la CEDEAO joue un rôle crucial dans la promotion de l'intégration économique régionale. Des initiatives telles que la libre circulation des biens et des personnes, l'harmonisation des politiques économiques et la création d'une zone de libre-échange régionale sont des leviers importants. Toutefois, les progrès dans l'intégration sont souvent entravés par des conflits d'intérêts nationaux, des retards dans la mise en œuvre des réformes et des capacités institutionnelles inégales entre les États membres.

Les pays de la CEDEAO ont adopté des cadres politiques pour la gestion des ressources naturelles, mais l'application reste faible en raison de l'instabilité politique, des conflits et des régimes de propriété mal définis. Des initiatives telles que le "Cadre de Politique Minière" de la CEDEAO tentent d'améliorer la gouvernance dans le secteur minier, mais nécessitent des efforts institutionnels plus forts pour produire des résultats significatifs.

La gestion des ressources naturelles dans la CEDEAO est souvent influencée par l'instabilité politique. Les conflits internes, les coups d'État et les tensions ethniques ont un impact sur la gestion des ressources et sur la stabilité institutionnelle. Le lien entre l'instabilité politique et l'exploitation illégale ou anarchique des ressources naturelles est bien documenté, notamment dans des pays comme le Nigeria et la Sierra Leone.

La CEDEAO joue un rôle actif dans la prévention et la gestion des conflits dans la région. Par exemple, son rôle dans la médiation des crises politiques et dans le maintien de la paix est essentiel pour assurer un environnement stable pour l'exploitation des ressources. Toutefois, les ressources limitées et les divergences politiques internes entre États membres compliquent les efforts régionaux de consolidation de la paix.

La CEDEAO cherche à promouvoir le développement durable dans l'exploitation des ressources naturelles, mais l'absence d'un cadre réglementaire robuste et l'application inefficace des normes environnementales demeurent un défi. La pollution, la déforestation et les effets néfastes de certaines industries extractives sur les communautés locales mettent en lumière la nécessité de politiques plus rigoureuses en matière de gestion des ressources.

Les ressources naturelles représentent un potentiel économique majeur pour la CEDEAO, mais leur exploitation efficace repose largement sur l'amélioration des institutions et de la gouvernance. Les politiques régionales et nationales doivent se concentrer sur la diversification économique, la transparence et la responsabilisation des institutions publiques, ainsi que sur une meilleure gestion des conflits pour tirer le meilleur parti de ces ressources.

Ces leviers politiques et institutionnels sont indispensables pour transformer les richesses naturelles de la région en un moteur durable de croissance et de développement.

Contexte :

Les Pays de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'ouest présentent d'immenses ressources naturelles. Par absence de politiques institutionnelles harmonieuses et rigoureuses, les populations de ces pays de la CEDEAO ne profitent pas assez de ses ressources.

4. Méthodologie de recherche :

4.1 Données de l'étude :

Les variables étudiées incluent divers indicateurs économiques, sociaux et institutionnels issus de bases de données fiables. **Ress_nat** représente la rente totale des ressources naturelles, englobant les rentes issues du pétrole, du gaz naturel, du charbon (dur et mou), des minéraux et des forêts, selon les données de la base WDI (2022). Le **Pibh** mesure le PIB par habitant en parité des pouvoirs d'achat, exprimé en dollars US constants de 2011 (WDI, 2022). Les **IDE** correspondent aux investissements étrangers directs, mesurés en termes de rentrées nettes (WDI, 2022). Le **Kh**, ou capital humain, est un indicateur des connaissances et compétences de la population active, issu des données WGI (2022). La **Stabil** évalue la stabilité des pays en tenant compte des risques politiques et sociaux (WGI, 2022), tandis que la **Corrup** reflète le niveau de corruption des pays selon des indicateurs de perception (WGI, 2022). Ces variables offrent une base multidimensionnelle pour analyser les dynamiques économiques et institutionnelles des pays.

4.2 Description des variables :

- **ress_nat** : Ressources naturelles (en % du PIB)
- **ide** : Investissements directs étrangers (IDE) en termes nets (balance)
- **pibh** : PIB par habitant
- **Kh** : Capital humain (une variable indexée)
- **Stabil** : Indice de stabilité politique
- **Corrup** : Indice de corruption (plus négatif, plus corrompu)

- **lpibh** : Logarithme du PIB par habitant

4.3 Modèle de recherche :

Régression linéaire multiple :

Nous allons utiliser un modèle de régression multiple pour comprendre comment les ressources naturelles influencent les institutions et le développement économique.

La régression linéaire multiple est une méthode de régression mathématique étendant la régression linéaire simple pour décrire les variations d'une variable endogène associée aux variations de plusieurs variables exogènes.

La spécification du modèle est la suivante :

Equation 1:

$$\text{Corrup}_{it} = B_0 + B_1\text{Kh}_{it} + B_2\text{lpibh}_{it} + B_3\text{ide}_{it} + B_4\text{ress_nat}_{it} + \varepsilon_{it}$$

Variable dépendante : **Corruption**

Equation 2:

$$\text{Stabil}_{it} = B_0 + B_1\text{Kh}_{it} + B_2\text{lpibh}_{it} + B_3\text{ide}_{it} + B_4\text{ress_nat}_{it} + \varepsilon_{it}$$

Variable dépendante : **Stabilité**

Traitement des données :

A partir de nos données, nous avons utilisé le logiciel Stata afin de mieux les exploiter.

5. Résultats :

5.1 Résultats descriptifs :

L'interprétation du tableau des statistiques descriptives permet d'identifier les tendances et variations des différentes variables économiques et institutionnelles dans les pays étudiés.

Ce tableau présente des statistiques descriptives sur plusieurs variables relatives aux ressources naturelles (ress_nat), à la corruption (Corrup), à la stabilité politique (Stabil), ainsi qu'à des indicateurs économiques (Kh, lpibh, ide). La variable Corrup (corruption) a une moyenne de -0,578, indiquant un niveau global de corruption relativement élevé dans la région (puisque des valeurs négatives indiquant une forte corruption). La variable ress_nat (richesse en ressources naturelles) a une moyenne de 11,64, mais présente une forte dispersion (écart-type de 10,87), ce qui signifie que certains pays sont très riches en ressources naturelles, tandis que d'autres en possèdent peu.

Statistiques descriptives :

Variable	Obs	Mean	Std. dev.	Min	Max
Corrup	792	-.5781205	.5949734	-1.597468	1.24492
Stabil	792	-.5234929	.8921857	-2.665278	1.2236
Kh	792	23.7367	9.031881	1.8926	52.7601
lpibh	792	6.986129	1.017306	4.704661	9.665574
ide	790	-6.56e+08	2.02e+09	-4.06e+10	8.00e+09
ress_nat	792	11.64331	10.86594	.2771105	66.05989

Source : "nous-mêmes" à partir des données WDI, WGI (2022)

Si une corrélation positive existe entre *ress_nat* et *Corrup*, cela suggérerait que les pays plus riches en ressources naturelles ont tendance à être plus corrompus. Cela pourrait être cohérent avec la théorie de la "malédiction des ressources", selon laquelle une dépendance élevée aux ressources naturelles alimente la corruption par la captation des rentes par les élites.

5.2 Résultats du modèle :

Le tableau ci-dessous présente le résultat du modèle de notre étude.

Tableau régression

Variables	Modele sans effet		Modele a effet fixe		Modele a effet aleatoire	
	Corrup	Stabil	Corrup	Stabil	Corrup	Stabil
Kh	0.024*** (0.003)	0.013* (0.005)	0.006* (0.002)	-0.008 (0.006)	0.006** (0.002)	-0.008 (0.006)
lpibh	0.078** (0.026)	0.217*** (0.044)	0.006 (0.029)	0.056 (0.071)	0.011 (0.028)	0.089 (0.066)
ide	0.000 (0.000)	0.000*** (0.000)	-0.000 (0.000)	0.000 (0.000)	-0.000 (0.000)	0.000 (0.000)
ress_nat	-0.020*** (0.002)	-0.013*** (0.003)	0.001 (0.001)	0.010** (0.003)	0.001 (0.001)	0.008* (0.003)
Constant	-1.454*** (0.139)	-2.149*** (0.232)	-0.783*** (0.161)	-0.830* (0.401)	-0.819*** (0.174)	-1.048** (0.383)
R-squared	0.298	0.137	-0.026	-0.035		
N	790	790	790	790	790	790
* p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001						

Source : Auteur à partir des données WDI, WGI (2022)

5.3 Discussion des résultats :

L'interprétation des résultats liés aux **ressources naturelles (ress_nat)** et aux **institutions (Corrup et Stabil)** dans les modèles de régression de la CEDEAO de notre étude est la suivante :

5.3.1 Effet des ressources naturelles (ress_nat)

Modèle sans effet :

Les ressources naturelles ont un impact négatif et significatif sur la corruption (-0.020***). Ce résultat est en accord avec l'hypothèse de la malédiction des ressources (**Sachs et Warner, 1995 ; Mehlum, Moene, Torvik, 2006**). Ces travaux montrent que les rentes des ressources favorisent les comportements rentiers, réduisant la qualité institutionnelle. Les ressources naturelles ont également un impact négatif et significatif sur la stabilité (-0.013***), suggérant que l'abondance des ressources naturelles est associée à une augmentation de la corruption et à une détérioration de la stabilité politique. Cela s'aligne avec la littérature sur le "paradoxe de l'abondance" ou la "malédiction des ressources", où une richesse naturelle accrue peut alimenter la corruption et l'instabilité en l'absence de bonnes institutions.

Modèle à effet fixe et à effet aléatoire :

L'effet des ressources naturelles sur la corruption devient non significatif (0.001) lorsque les effets fixes et aléatoires sont pris en compte, suggérant que les variations intra-pays influencent la relation. Par contre, l'effet sur la stabilité devient positif et significatif (0.010** en effet fixe, 0.008* en effet aléatoire), ce qui indique que les ressources naturelles pourraient dans certains cas favoriser la stabilité, peut-être via les revenus qu'elles génèrent pour les gouvernements. Cela nuance l'argument de la malédiction des ressources et rejoint la thèse selon laquelle la relation entre ressources naturelles et corruption dépend de la qualité des institutions (**Brunnschweiler et Bulte, 2008**).

5.3.2 Effet des institutions (Corrup et Stabil)

Corruption (Corrup)

Le coefficient de **Kh (capital humain)** est positif et significatif, suggérant qu'une amélioration du capital humain pourrait réduire la corruption.

L'effet du **PIB par habitant (lpibh)** est initialement positif et significatif dans le modèle sans effet (0.078**), mais devient non significatif dans les modèles avec effets, ce qui montre que la richesse d'un pays seule ne garantit pas nécessairement une baisse de la corruption.

Les investissements directs étrangers (**ide**) n'ont aucun effet significatif sur la corruption.

Stabilité (Stabil)

Le **capital humain (Kh)** a un effet faiblement négatif et non significatif dans les modèles avec effets, suggérant que d'autres facteurs structurels pourraient être en jeu.

Les **ressources naturelles**, comme mentionné plus haut, ont un effet positif sur la stabilité dans les modèles à effet fixe et aléatoire.

Le **PIB par habitant** est significatif dans le modèle sans effet (0.217***), mais pas dans les modèles avec effets, suggérant que les différences entre pays influencent fortement cette relation.

L'indicateur de qualité institutionnelle réduit la corruption et favorise la stabilité, confirmant que des institutions solides essentielles pour la bonne gestion des ressources naturelles (**Acemoglu et Robinson, 2012**).

Ces résultats montrent que les Etats en développement ont besoin d'institutions solides pour transformer la croissance économique en stabilité durable.

Contrairement à la vision simpliste de la "malédiction des ressources", les résultats suggèrent que lorsque les institutions sont bien structurées, les ressources naturelles peuvent avoir un effet stabilisateur. Cela ouvre la porte à des recherches plus approfondies sur les politiques spécifiques qui permettent de convertir la rente des ressources en un facteur de stabilité plutôt que de conflit. L'effet négatif des ressources sur la croissance disparaît avec les modèles à effets fixes et aléatoires, suggérant que les différences institutionnelles entre les pays de la CEDEAO pourraient jouer un rôle plus important que les ressources elles-mêmes. Cela indique la nécessité de prendre en compte les facteurs institutionnels et structurels propres à chaque pays plutôt que d'adopter une approche uniforme. Au lieu de considérer les ressources naturelles comme un facteur intrinsèquement déstabilisant, les pays de la CEDEAO doivent concentrer leurs efforts sur l'amélioration de la gouvernance et la transparence pour maximiser les bénéfices de ces ressources.

6. Conclusion :

Les résultats suggèrent qu'à première vue, l'abondance de ressources naturelles tend à favoriser la corruption et l'instabilité, ce qui est cohérent avec la littérature sur la malédiction des ressources. Cependant, lorsque les différences structurelles entre les pays sont prises en compte (modèles à effet fixe et aléatoire), les ressources naturelles semblent favoriser la stabilité, probablement grâce aux revenus qu'elles génèrent. L'impact des institutions sur la corruption et la stabilité est également influencé par d'autres facteurs comme le capital humain et le niveau de développement économique. Cela met en évidence la nécessité de politiques institutionnelles solides pour maximiser les bénéfices des ressources naturelles et éviter qu'elles ne deviennent un facteur de corruption et d'instabilité.

Les résultats de l'analyse montrent également que les ressources naturelles et le PIB influencent la corruption dans les pays de la CEDEAO. Toutefois, ces effets sont modérés par la qualité des

institutions, comme le montrent de nombreuses études citées. Pour atténuer les effets négatifs des ressources naturelles sur la corruption, il est essentiel que la CEDEAO se concentre sur :

- L'amélioration de la gouvernance
- La lutte contre la corruption à travers des réformes et des institutions plus fortes
- La diversification de l'économie pour réduire la dépendance aux ressources naturelles
- L'investissement dans le capital humain (éducation, santé) pour soutenir une croissance économique plus inclusive

Les incitations politiques générées par les institutions ont des impacts sur la croissance économique des pays de la CEDEAO riches en ressources naturelles. Les pays dotés d'institutions faibles ont des richesses en ressources naturelles dont la corrélation est négative par rapport à la croissance économique. En somme, les ressources naturelles ne sont pas nécessairement une « malédiction » pour les pays de la CEDEAO, mais sans une gestion adéquate et des institutions solides, elles peuvent entraîner des niveaux élevés de corruption et freiner le développement. Les modèles à effet fixe et aléatoire donnent des résultats mitigés, ce qui indique une certaine hétérogénéité des données. La mesure de la corruption et de la stabilité repose souvent sur des indices subjectifs, ce qui peut introduire un biais de perception.

Les futures recherches pourraient approfondir l'impact des mécanismes institutionnels spécifiques, analyser les différences structurelles entre les pays et explorer de nouvelles approches méthodologiques pour mieux comprendre ces dynamiques complexes.

Références :

- (1). **Albert TCHETA-BAMPA, Oasis KIDILA-TEDIKA (2018).** Conditions institutionnelles de la malédiction des ressources naturelles en Afrique sur les performances économiques
- (2). **Aoun M. C. (2008).** La rente pétrolière et le développement économique des pays exportateur
- (3). **Arpita Asha KHANA (2020).** Nationalisation et privatisation
- (4). **Auty R. M (2001).** The political economy of resource-driven growth, *European Economic Review*, 45 (4), p. 839-846
- (5). **Barro (1996).** Déterminants de la croissance économique : une étude empirique transnationale
- (6). **Bates R. H (2008).** The Logic of State : Learning from Late – Century Africa, *Conflict Management and Peace Science*, 25 (4), 297-314
- (7). **Boschini, Pettersson et Roine (2007).** Resource curse or not : A question of appropriability, *Scandinavian Journal of Economics* 109 (3) : 593-617
- (8). **Bueno De Mesquita et Smith (2010).**
- (9). **Chong et Zonforlin (2000).** Tradition juridique et qualité institutionnelle : quelques données empiriques
- (10). **Collier et Hoeffler (1998, 2004).** Greed and Grievance in Civil War, *Oxford Economic Papers*, 56 (4), 563-595
- (11). **Corden (1984).** Booming Sector and Dutch Disease Economics
- (12). **Corden et Neary (1982).** Booming Sector and De-Industrialisation in a Small Economy
- (13). **Daron ACEMOGLU et James A. ROBINSON (2012).** Why Nations Fail : The Origins of Power, Prosperity and Poverty
- (14). **Daron ACEMOGLU, Simon JOHNSON et James A ROBINSON (2001).** The Colonial Origins of Comparative Development
- (15). **Dieynaba NIASS (2020).** Natural Resources and Export Diversification in Africa
- (16). **Gregory (1976).** Some Implications of the Growth of the Mineral Sector

- (17). **Halvor MEHLUM, Karl MOEN, Ragnar TORVIK (2006).** Cursed by Resources or Institutions ?
- (18). **Islam et Montenegro (2002).** What Determines the Quality of Institutions ?
- (19). **Jeffrey SACHS et Andrew WARNER (1995, 1997).** Natural Resource Abundance and Economic Growth
- (20). **Jeffrey SACHS et Andrew WARNER (1998).** Natural Resource Abundance and Economic Growth
- (21). **Karl T. L (1997).** The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States
- (22). **La Porta et al (1998).** Capital markets and legal institutions
- (23). **Landes (1998).** The Wealth and Poverty of Nations
- (24). **Leite et Weidmann (1999).** Does Mother Nature Corrupt ? Natural Resources, Corruption, and Economic Growth
- (25). **Louis Marie PHILIPOT (2009).** Rente Naturelle et Institutions. Les Ressources naturelles : Une malédiction institutionnelle ?
- (26). **Mathieu COUTTENIER (2012).** L'effet conditionnel des ressources naturelles sur les institutions
- (27). **Michel CLOUTIER (2007).** Institutions, pauvreté et l'hypothèse de la malédiction des ressources naturelles
- (28). **North (1990).** Institutions, Institutional Change and Economic Performance
- (29). **Olsson (1982).** L'essor et le déclin des nations : croissance économique, stagflation et rigidités sociales
- (30). **Oumarou ZALLE (2018).** Natural resources and economic growth in Africa : The role of institutional quality and human capital
- (31). **Paul COLLIER et Anke HOEFFLER (2004).** Greed and grievance in civil war
- (32). **Rigobon et Rodrik (2004).** Rule of law, Democracy, Openness, and Income : Estimating the Interrelationships
- (33). **Ross M. L (2001).** Does Oil hinder Democracy ? World Politics, 53 (3), p. 325-361
- (34). **Ross M. L (2012).** The Oil Curse : How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations
- (35). **Sala-i- Martin et Subramanian (2003).** Rule of Law, Democracy, Openness, and Income
- (36). **Salomon Leroy DEFFO GHAMSI, Ledoux MOUSSA NJOUPOUOGNIGNI, Donald AJOUMESSI (2021).** Ressources naturelles et Institutions : Une nouvelle évidence pour les pays d'Afrique ?
- (37). **Scully G.W (1988).** The Institutional Framework and Economic Development
- (38). **Siba E.G (2008).** Determinants of Institutional Quality in Sub-Saharan African Countries
- (39). **Smith B (2004).** Oil Wealth and Regime Survival in the Developing World, 1960-1999, American Journal of Political Science, Vol. 48, N°2, pp. 313-349
- (40). **Solow R. M (1956).** A contribution to the Theory of Economic Growth, Quarterly Journal of Economics, Vol. 70, N°1, Février 1956, p. 65-94
- (41). **Tornell A et Lane P.R (1999).** The Voracity Effect, The American Economic Review, 89 (1) 22-46
- (42). **Torvik (2009).** Why do some resource-abundant countries succeed while others do not ?, Oxford Review of Economic Policy, Vol. 25(2), p. 241-256
- (43). **Torvik R (2002).** Natural Resources, Rent-Seeking and Welfare, Journal of Development Economics, 67 (2), 455-470

Annexes :

Logiciel Stata : à partir de nos données

```
. do "C:\Users\WINDOW~1\AppData\Local\Temp\STD1950_000000.tmp"
```

```
. ***** statistique descriptive
. sum Corrup Stabil Kh lpibh ide ress_nat
```

Variable	Obs	Mean	Std. dev.	Min	Max
Corrup	792	-.5781205	.5949734	-1.597468	1.24492
Stabil	792	-.5234929	.8921857	-2.665278	1.2236
Kh	792	23.7367	9.031881	1.8926	52.7601
lpibh	792	6.986129	1.017306	4.704661	9.665574
ide	790	-6.56e+08	2.02e+09	-4.06e+10	8.00e+09
ress_nat	792	11.64331	10.86594	.2771105	66.05989

```
.
. **corellation
. pwcorr Corrup Stabil Kh lpibh ide ress_nat, sig
```

	Corrup	Stabil	Kh	lpibh	ide	ress_nat
Corrup	1.0000					
Stabil	0.6315	1.0000				
Kh	0.4184	0.2866	1.0000			
lpibh	0.3271	0.3009	0.7368	1.0000		
ide	0.0255	0.1217	-0.0210	-0.0578	1.0000	
ress_nat	-0.2892	-0.0873	0.1181	0.2010	0.0057	1.0000

```
.
.
. ***** modele sans effet
.
. ****Pour l'equation 1
. regress Corrup Kh lpibh ide ress_nat
```

Source	SS	df	MS	Number of obs	=	790
Model	84.2709963	4	21.0677491	F(4, 785)	=	84.55
Residual	195.610861	785	.249185811	Prob > F	=	0.0000
Total	279.881858	789	.354729858	R-squared	=	0.3011
				Adj R-squared	=	0.2975
				Root MSE	=	.49919

Corrup	Coefficient	Std. err.	t	P> t	[95% conf. interval]
Kh	.0240249	.0029167	8.24	0.000	.0182995 .0297503
lpibh	.0777641	.0262804	2.96	0.003	.0261759 .1293524
ide	1.26e-11	8.80e-12	1.43	0.152	-4.65e-12 2.99e-11

```

ress_nat | -.0196886 .0016696 -11.79 0.000 -.0229661 -.0164112
_cons | -1.453554 .1392515 -10.44 0.000 -1.726903 -1.180205
-----

```

```

. *test de Breusch and Pagan
. hettest

```

Breusch-Pagan/Cook-Weisberg test for heteroskedasticity
Assumption: Normal error terms
Variable: Fitted values of Corrup

H0: Constant variance

```

chi2(1) = 48.82
Prob > chi2 = 0.0000

```

```

. *test de colinearite
. vif

```

Variable	VIF	1/VIF
lpibh	2.26	0.441553
Kh	2.20	0.455113
ress_nat	1.04	0.957270
ide	1.00	0.995279
Mean VIF	1.63	

```

. *test de Ramsey
. ovtest

```

Ramsey RESET test for omitted variables
Omitted: Powers of fitted values of Corrup

H0: Model has no omitted variables

```

F(3, 782) = 15.22
Prob > F = 0.0000

```

```

.
. ****Pour l'equation 2
. regress Stabil Kh lpibh ide ress_nat

```

Source	SS	df	MS	Number of obs	=	790
Model	88.8618438	4	22.2154609	F(4, 785)	=	32.25
				Prob > F	=	0.0000

Residual	540.710438	785	.688803106	R-squared	=	0.1411
				Adj R-squared	=	0.1368
Total	629.572282	789	.797936986	Root MSE	=	.82994

Stabil	Coefficient	Std. err.	t	P> t	[95% conf. interval]
Kh	.0125064	.0048492	2.58	0.010	.0029874 .0220255
lpibh	.216834	.0436937	4.96	0.000	.1310638 .3026043
ide	6.15e-11	1.46e-11	4.21	0.000	3.28e-11 9.02e-11
ress_nat	-.0125516	.0027759	-4.52	0.000	-.0180008 -.0071025
_cons	-2.148953	.2315185	-9.28	0.000	-2.603421 -1.694484

```

. *test de Breusch and Pagan
. hettest

```

Breusch-Pagan/Cook-Weisberg test for heteroskedasticity
Assumption: Normal error terms
Variable: Fitted values of Stabil


```

Within = 0.0159          min = 21
Between = 0.0305         avg = 21.9
Overall = 0.0081         max = 22

corr(u_i, Xb) = -0.2616   F(4,750) = 3.03
                          Prob > F   = 0.0171

```

Stabil	Coefficient	Std. err.	t	P> t	[95% conf. interval]	
Kh	-.0082155	.0059811	-1.37	0.170	-.0199573	.0035262
lpibh	.0564059	.0709804	0.79	0.427	-.082938	.1957497
ide	9.68e-12	9.93e-12	0.98	0.330	-9.81e-12	2.92e-11
ress_nat	.009766	.0034723	2.81	0.005	.0029493	.0165826
_cons	-.83006	.400565	-2.07	0.039	-1.616422	-.0436981
sigma_u	.78065375					
sigma_e	.49982644					
rho	.70924944	(fraction of variance due to u_i)				

F test that all u_i=0: F(35, 750) = 40.41 Prob > F = 0.0000

```

.
.
. ***** Pour le modele a effet aleatoire
. *Pour l'equation 1
. xtreg Corrup Kh lpibh ide ress_nat, re

```

```

Random-effects GLS regression      Number of obs   = 790
Group variable: idpays             Number of groups = 36

```

```

R-squared:                         Obs per group:
    Within = 0.0246                  min = 21
    Between = 0.1747                 avg = 21.9
    Overall = 0.1351                 max = 22

```

```

corr(u_i, X) = 0 (assumed)         Wald chi2(0) = .
                                    Prob > chi2    = .

```

Corrup	Coefficient	Std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]	
Kh	.0063027	.0023917	2.64	0.008	.001615	.0109903
lpibh	.0114541	.0280015	0.41	0.683	-.0434279	.0663362
ide	-2.19e-12	4.03e-12	-0.54	0.588	-1.01e-11	5.72e-12
ress_nat	.000802	.0013895	0.58	0.564	-.0019214	.0035254
_cons	-.8192149	.174156	-4.70	0.000	-1.160554	-.4778754
sigma_u	.44052921					
sigma_e	.20107902					
rho	.82757788	(fraction of variance due to u_i)				

```

.
. *Pour l'equation 2
. xtreg Stabil Kh pibh ide ress_nat, re

```

```

Random-effects GLS regression      Number of obs   = 790
Group variable: idpays             Number of groups = 36

```

```

R-squared:                         Obs per group:
    Within = 0.0147                  min = 21
    Between = 0.0500                 avg = 21.9
    Overall = 0.0147                 max = 22

```

```

corr(u_i, X) = 0 (assumed)         Wald chi2(0) = .
                                    Prob > chi2    = .

```

Stabil	Coefficient	Std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]	
Kh	-.0016202	.0040997	-0.40	0.693	-.0096556	.0064151
pibh	-2.67e-06	.0000202	-0.13	0.895	-.0000423	.0000369
ide	1.10e-11	9.93e-12	1.11	0.266	-8.41e-12	3.05e-11
ress_nat	.0083314	.0033584	2.48	0.013	.0017491	.0149137
_cons	-.5696729	.1494335	-3.81	0.000	-.8625571	-.2767886
sigma_u	.65044419					
sigma_e	.49980867					
rho	.62875052	(fraction of variance due to u_i)				

```
.
.
. *** Test d'hausman
. *Pour l'equation 1
. xtreg Corrup Kh lpibh ide ress_nat , fe
```

```
Fixed-effects (within) regression      Number of obs   =      790
Group variable: idpays                 Number of groups =      36
```

```
R-squared:                             Obs per group:
  Within = 0.0250                      min =      21
  Between = 0.1258                     avg =     21.9
  Overall = 0.1006                     max =      22
```

```
corr(u_i, Xb) = 0.2301                F(4,750)        =      4.80
                                      Prob > F          =      0.0008
```

Corrup	Coefficient	Std. err.	t	P> t	[95% conf. interval]	
Kh	.0060356	.0024062	2.51	0.012	.0013119	.0107593
lpibh	.0062399	.0285552	0.22	0.827	-.0498178	.0622976
ide	-2.54e-12	3.99e-12	-0.63	0.526	-1.04e-11	5.31e-12
ress_nat	.0014493	.0013969	1.04	0.300	-.001293	.0041916
_cons	-.7829474	.1611464	-4.86	0.000	-1.099299	-.4665959
sigma_u	.55170865					
sigma_e	.20107902					
rho	.88274075	(fraction of variance due to u_i)				

```
F test that all u_i=0: F(35, 750) = 116.80          Prob > F = 0.0000
```

```
. estimates store fixed
. xtreg Corrup Kh lpibh ide ress_nat, re
```

```
Random-effects GLS regression      Number of obs   =      790
Group variable: idpays             Number of groups =      36
```

```
R-squared:                             Obs per group:
  Within = 0.0246                      min =      21
  Between = 0.1747                     avg =     21.9
  Overall = 0.1351                     max =      22
```

```
corr(u_i, X) = 0 (assumed)          Wald chi2(0)    =      .
                                      Prob > chi2       =      .
```

Corrup	Coefficient	Std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]	
Kh	.0063027	.0023917	2.64	0.008	.001615	.0109903
lpibh	.0114541	.0280015	0.41	0.683	-.0434279	.0663362
ide	-2.19e-12	4.03e-12	-0.54	0.588	-1.01e-11	5.72e-12


```
. xtreg Stabil Kh lpibh ide ress_nat, re
```

```
Random-effects GLS regression           Number of obs   =       790
Group variable: idpays                  Number of groups  =        36

R-squared:                               Obs per group:
    Within = 0.0147                      min =          21
    Between = 0.0001                     avg =         21.9
    Overall = 0.0005                     max =          22

corr(u_i, X) = 0 (assumed)              Wald chi2(0)      =          .
                                         Prob > chi2       =          .
```

Stabil	Coefficient	Std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]	
Kh	-.007675	.0057466	-1.34	0.182	-.0189382	.0035882
lpibh	.0887841	.0657696	1.35	0.177	-.040122	.2176902
ide	1.24e-11	9.97e-12	1.24	0.215	-7.17e-12	3.19e-11
ress_nat	.0081385	.0033417	2.44	0.015	.001589	.014688
_cons	-1.048315	.383363	-2.73	0.006	-1.799692	-.2969373
sigma_u	.63737256					
sigma_e	.49982644					
rho	.61920774	(fraction of variance due to u_i)				

```
. hausman fixed ., sigmamore
```

Note: the rank of the differenced variance matrix (3) does not equal the number of coefficients being tested (4); be sure this is what you expect, or there may be problems computing the test. Examine the output of your estimators for anything unexpected and possibly consider scaling your variables so that the coefficients are on a similar scale.

	---- Coefficients ----			
	(b)	(B)	(b-B)	sqrt(diag(V_b-V_B))
	fixed	.	Difference	Std. err.
Kh	-.0082155	-.007675	-.0005405	.0018523
lpibh	.0564059	.0887841	-.0323783	.028433
ide	9.68e-12	1.24e-11	-2.69e-12	1.02e-12
ress_nat	.009766	.0081385	.0016275	.0010583

b = Consistent under H0 and Ha; obtained from xtreg.
B = Inconsistent under Ha, efficient under H0; obtained from xtreg.

Test of H0: Difference in coefficients not systematic

```
chi2(3) = (b-B)'[(V_b-V_B)^(-1)](b-B)
          = 15.90
Prob > chi2 = 0.0012
(V_b-V_B is not positive definite)
```